Pour diffusion immédiate Le 22 octobre 1981

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES.



DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES, L'HONORABLE MARK MACGUIGAN, À L'OCCASION DE LA SEMAINE DU DÉSARMEMENT, DU 24 AU 30 OCTOBRE 1981

(TRADUCTION)

La Semaine du désarmement revêt cette année une importance particulière du fait qu'elle coîncide avec les préparatifs en vue de la deuxième Session extraordinaire des Nations unies (UNSSOD II) consacrée au désarmement prévue pour le printemps prochain.

La négociation d'accords véfifiables en matière de désarmement et de contrôle des armements est un élément essentiel de l'effort pour assurer la sécurité internationale. J'ai moi-même qualifié ce processus d'impératif de sécurité. D'ailleurs, la participation du Canada aux efforts internationaux en vue de négocier de tels accords constitue une priorité de notre politique étrangère. En outre, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies, le public "... doit activement s'intéresser aux négociations en cours si l'on veut que celles-ci aboutissent". Instituée par les Nations unies il y a trois ans, la Semaine du désarmement a justement pour objet d'attirer l'attention sur cette dimension publique.

Le Gouvernement appuie les efforts visant à encourager les activités de recherche et d'information sur le désarmement et le contrôle des armements. ministères et organismes gouvernementaux assurent une aide financière à des organisations canadiennes oeuvrant dans ce Ainsi, plus de vingt contributions ont été versées au cours de la dernière année au modeste fonds du désarmement établi par le ministère des Affaires extérieures, et les fonds disponibles sont affectés pour les prochains mois à des activités liées à la deuxième Session extraordinaire consacrée au désarmement. A cet égard, citons notamment la préparation d'une bibliographie canadienne sur le désarmement et le contrôle des armements qui sera diffusée bientôt, de même que la publication d'une brochure intitulée Le Canada et UNSSOD II, destinée à ceux qui souhaitent étudier les questions qui seront vraisemblablement soulevées au cours de la Session. En outre, le Canada participe aux dépenses de la Commission indépendante d'étude des problèmes du désarmement et de la sécurité, dont le rapport, qui sera publié au début de l'année prochaine, contribuera à favoriser des discussions publiques fondées sur une meilleure connaissance de ces questions.

Par ailleurs, le <u>Bulletin du désarmement</u>, publication semestrielle d'information sur les activités nationales et internationales dans ce domaine, connaît une diffusion de plus en plus étendue et atteint un plus vaste public intéressé aux questions complexes du désarmement et du contrôle des armements.

En outre, le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements réunit deux fois l'an, sous la présidence de l'ambassadeur au désarmement, une trentaine de particuliers et de représentants d'organisations non gouvernementales.

De plus, le Gouvernement a effectué un certain nombre d'études dans ce domaine. Ainsi, trois documents, qui témoignent de l'importance attachée au fil des ans par le Canada à la question de la vérification, ont été déposés auprès du Comité du désarmement, l'organe multilatéral de négociation qui siège à Genève. Ces documents ont également été diffusés au Canada.

Par ailleurs, des spécialistes canadiens ont participé à deux études des Nations unies, dont est saisie la présente Assemblée générale et qui portent, l'une sur les mesures de confiance et l'autre sur la relation entre désarmement et développement international. Pour ce qui est de cette dernière, le Canada subventionne la préparation d'une version établie à l'intention du public, qui sera publiée avant la deuxième Session extraordinaire des Nations unies consacrée au désarmement.

Les activités prévues pour la Semaine du désarmement, à l'échelle du pays, par divers particuliers, groupes communautaires et organisations non gouvernementales sont dignes de mention. Elles contribueront très utilement à sensibiliser davantage le public à l'importance de limiter et de réduire les stocks d'armements.